

« MAMAN, TU NE ME CONDUIRAS PAS À LA HOUPPA »

Pascale Zonszain

ACTUJ, 19 jan., 2016

« Pardon ! Pardon de n'avoir pas réussi à te sauver » lance la fine adolescente de 17 ans devant la dépouille de sa mère, Daphna Meïr, inhumée lundi au cimetière Guivat Shaul de Jérusalem. Renana a assisté aux derniers instants de Daphna, qui s'est battue avec le terroriste pour protéger ses enfants qui se trouvaient dans leur maison d'Otniel.

Toujours sous le choc, elle cherche à retrouver l'image de sa mère vivante et souriante. Elle se souvient de leurs derniers moments ensemble, dans la cuisine familiale. « J'étais assise et tu rangeais les affaires de Papa. Tout à coup, tu as parlé des occasions où je t'ai demandé conseil » raconte Renana, qui poursuit le dialogue brisé. « Tu étais étonnée que je puisse te demander ton avis, à un âge où les ados font exactement le contraire de ce que veulent leurs mères. Tu m'as dit : ça me fait plaisir que mon opinion compte pour toi ».

Cette proximité, elle manque déjà à la jeune fille qui sait que sa mère ne sera pas là pour les moments futiles ou importants de sa vie. "C'est dur de penser qu'on ne rira plus ensemble, qu'on ne se disputera plus, qu'on ne boira plus du thé à minuit" regrette Renana. "C'est dur de penser que tu ne me conduiras pas à la Houppa, que tu ne m'accompagneras pas à l'armée ni au jour de mon accouchement". La jeune fille pleure la perte de sa mère qui fut aussi sa meilleure

amie.

**LES ACCORDS ENTRE L'UE ET ISRAËL,
PAS APPLICABLES DANS LES TERRITOIRES**

124, 18 jan., 2016

L'Union européenne et ses pays membres ont confirmé lundi leur décision de ne pas appliquer les accords entre l'UE et Israël dans les territoires disputés, au-delà de la ligne verte de 1967, malgré la campagne israélienne à l'encontre de cette décision.

“L'UE exprime son engagement à s'assurer - conformément au droit international - que tous les accords conclus entre l'Etat d'Israël et l'UE ne soient pas appliqués dans les territoires occupés par Israël en 1967. Cela ne constitue pas un boycott d'Israël auquel l'UE s'oppose fermement”, peut-on lire dans un communiqué.

Le long texte a été adopté par les 28 chefs de la diplomatie des pays de l'UE après une journée de négociations, alors qu'il devait initialement être validé sans débat à l'ouverture de leur réunion mensuelle à Bruxelles.

Lors d'une ultime relecture du texte au plus haut niveau, le ministre grec Nikos Kotzias a notamment exprimé des réserves sur les références aux violences exercées par certains habitants des implantations israéliennes à l'encontre des Palestiniens, dont certaines ont été abandonnées, a précisé un diplomate.

Et son homologue polonais, Witold Waszczykowski, a refusé une formulation insistant sur l'unité de l'UE sur la question de l'étiquetage des marchandises issues des implantations israéliennes, comme prévu dans la législation européenne depuis 2012.

Des responsables israéliens ont indiqué que "les intenses efforts diplomatiques ont empêché la rédaction d'un texte compromettant chaque pays membre" de l'Union européenne. Le texte ne représente pas une nouvelle politique mais est simplement la confirmation d'une politique existante, ont indiqué des responsables européens et israéliens.

Tzipy Hotovely, vice-ministre des Affaires étrangères, a déclaré que "les Européens continuent de traiter le conflit israélo-palestinien de manière unilatérale. Ce texte ne réalisera que le contraire de ce qu'il espère atteindre."

Le leader de l'opposition israélienne, Yitzhak Herzog a regretté la décision de l'UE qui selon lui ne fait que renforcer le mouvement BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions). Yair Lapid, leader du parti centriste israélien, indique que la décision des ministres de l'UE "continue une ligne politique problématique qui veut intervenir dans les affaires internes d'Israël."

"Cette décision essaie de déterminer les futures frontières et de créer une réalité sur le terrain", ajoute-t-il.

Initialement prévu pour être relativement modéré, le libellé du projet s'est avéré de plus en plus dur à l'égard d'Israël à l'issue de la séance de jeudi au siège de l'UE à Bruxelles, selon de hauts responsables israéliens.

La dernière version du projet de résolution met l'accent sur la distinction faite par l'UE entre Israël et les implantations. "L'UE continuera explicitement à établir une distinction entre Israël et les territoires occupés par Israël en 1967", peut-on y lire.

HERZOG : LA SOLUTION A DEUX ETATS EST IRRÉALISTE POUR LE MOMENT

Times of Israel, 20 jan., 2016

Isaac Herzog, le chef de l'opposition et le président du parti de l'Union sioniste, a déclaré mercredi que la solution à deux États n'est pas une option réaliste dans un avenir proche.

« Je ne vois pas une possibilité pour le moment de mettre en œuvre la solution à deux États », a-t-il déclaré à la radio militaire. « Je veux y aspirer, je veux aller vers elle, je veux des négociations, je veux le signer et je m'y suis obligé, mais je ne vois pas la possibilité de le faire pour le moment ».

Le leader de l'opposition a accusé les dirigeants israéliens et palestiniens actuels d'être responsables de l'impasse. « Netanyahu et [le président de l'AP Mahmoud Abbas] sont incapables d'avancer », a-t-il affirmé mais a ajouté que si lui devait être élu Premier ministre, sa coalition se concentrerait sur la mise en œuvre de mesures de sécurité plutôt qu'un accord bilatéral.

« Il y a une nécessité de prendre des mesures de sécurité qui correspondent à la réalité sur le terrain et cela signifie la séparation avec les Palestiniens », a-t-il déclaré à la radio militaire, exposant un plan qui comprend l'achèvement de la barrière de sécurité en Cisjordanie et de se « séparer physiquement » des villages

palestiniens environnants de la capitale Jérusalem.

Mardi, Herzog, avait fait des commentaires similaires à l'Institut pour la conférence sur la sécurité nationale (INSS) à Tel-Aviv.

« Je tiens à me séparer avec autant de Palestiniens que possible, aussi rapidement que possible », a-t-il déclaré à la foule composée de professionnels diplomatiques et sécuritaires. « Vous existez là-bas et nous existons ici ».

Et dans une déclaration, que beaucoup considèrent comme un virage serré à droite pour le chef de l'Union sioniste - un parti comprenant le pilier du centre-gauche, le parti travailliste et le parti pacifiste Hatnua de Tzipi Livni - Herzog a déclaré qu'il a vu la nécessité de « compléter la barrière de sécurité autour de tous les blocs d'implantation ».

Il a ajouté que l'acheminement de la clôture autour des blocs permettrait à la fois de protéger les gens qui y vivent d'attaques et d'envoyer un message aux Palestiniens que ces blocs feront partie d'Israël dans les négociations futures.

UN MINISTRE ISRAËLIEN EN VISITE A ABU DHABI

Raphael Ahren

124, 18 jan., 2016

Le ministre israélien de l'Énergie, Yuval Steinitz, s'est récemment rendu à Abu

Dhabi, a indiqué la seconde chaîne de télévision israélienne.

La visite du ministre avait pour but de participer à une conférence sur les défis énergétiques à laquelle participait également l'Iran. Steinitz se serait entretenu avec des représentants diplomatiques sur différents sujets concernant Israël et les Émirats arabes unis.

Les Émirats arabes unis et Israël ne disposent pas de relations diplomatiques officielles et les détenteurs de passeports israéliens n'ont pas la possibilité d'entrer dans les pays du Golfe.

En novembre 2015, le ministre israélien avait confirmé l'ouverture d'un bureau israélien au sein de l'Agence internationale pour les énergies renouvelable (IRENA)

Le directeur général du ministère des Affaires étrangères d'Israël, Dr. Dore Or avait participé à la réunion biennale du Conseil de l'IRENA à Abu Dhabi. L'organisation se définit comme une "organisation intergouvernementale qui sert de plate-forme pour la coopération internationale".

Le Premier ministre israélien avait exprimé la semaine dernière que les relations diplomatiques d'Israël changeaient, peut-être une allusion au réchauffement des relations entre Israël et Abu Dhabi. "Lorsque vous observez les relations que nous avons avec les nations individuelles, cela change de manière dramatique. Nous avons des relations proches avec certains petits pays du monde comme la Chine, l'Inde, le Japon, la Russie... mais également de plus en plus avec les pays arabes du Moyen-Orient".

SONDAGE : 70 % DES FRANÇAIS DISENT QUE RETIRER

LA KIPPA SERAIT CEDER AUX TERRORISTES

Times of Israel, 18 janvier, 2016

Selon une enquête menée en France, 70 % des sondés disent que cela équivaudrait à céder aux terroristes si les Juifs étaient forcés à retirer leurs kippa pour des raisons de sécurité.

Le sondage, commandé par le magazine Paris Match, a été mené le 14 et 15 janvier sur un échantillon de 1 011 adultes, a été publié le vendredi suivant l'appel d'un leader de la communauté juive de Marseille qui exhortait les Juifs à ne pas porter leurs kippot.

Zvi Ammar, le président du bureau du Consistoire de Marseille - l'organisation communautaire chargée d'organiser les services religieux - a appelé les Juifs de sa ville à cacher leurs couvre-chefs traditionnels suite à l'agression d'un homme de confession juive à Marseille le 11 janvier.

Il s'agissait de la troisième attaque perpétrée sur un Juif portant une kippa à Marseille depuis le mois d'octobre.

La suggestion d'Ammar a été fermement rejetée par d'autres représentants de la communauté, dont le Grand Rabbin de France, Haïm Korsia, qui a appelé les Juifs français à continuer à porter la kippa « pour ne pas céder aux terroristes ».

Dans l'enquête de Paris Match, menée par l'institut de sondage Odoxa, 36 % des sondés ont affirmé qu'ils étaient « absolument d'accord » avec l'affirmation de Korsia et 34 % ont indiqué qu'ils étaient « à peu près d'accord ».

Seuls 10 % des sondés, qui ont été pré-sélectionnés pour représenter la répartition des voix dans le spectre politique de la société française, ont déclaré qu'ils étaient « totalement en désaccord » avec Korsia et 19 % ont dit qu'ils étaient « plutôt en désaccord ».

[De quoi la kippa est-elle le nom ?](#): Shmuel Trigano, *Times of Israel*, 15 jan., 2016

Shabbat Shalom !

Le « Communiqué Isranet » est également disponible via courriel.

Invitez vos collègues, amis et votre parenté à visiter notre site web pour plus d'informations sur notre *Institut Canadien de Recherches sur le Judaïsme*. Pour vous joindre à notre liste de distribution, ou pour vous désabonner, visitez-nous au <http://www.isranet.org/>.

L'hebdomadaire « Communiqué Isranet » est un service d'ICRJ. Nous espérons qu'il vous sera utile et que vous encouragerez notre travail pédagogique en envoyant une contribution quelconque — déductible d'impôt — [s'il vous plaît envoyez une information chèque ou VISA / MasterCard pour ICRI] (voir page de couverture pour l'adresse)]. Tous les dons comprennent une adhésion-abonnement à notre revue trimestrielle imprimée respecté ISRAFAX, qui sera envoyée à votre domicile.

Le « Communiqué Isranet » tente de transmettre une grande variété d'opinions sur Israël, le Proche-Orient et le monde juif à des fins d'enseignement et de recherche.

DES DÉVELOPPEMENTS CONTRADICTOIRES
isranet-publications
Communiqués Isranet, January 22, 2016
<https://www.isranet.org/communiqués-isranet/des-développements-contradictaires/>

Les articles reproduits et documents expriment les opinions de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de *l'Institut Canadien de Recherches sur le Judaïsme*.